



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 2\$40

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 3 exemplares annunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano	200\$	Semestre 200\$
A 1.ª série . . .	140\$		80\$
A 2.ª série . . .	150\$		70\$
A 3.ª série . . .	120\$		70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto de selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 87 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério da Justiça:

Portaria n.º 14 287 — Aumenta o quadro do pessoal auxiliar de diversos cartórios e secretarias notariais.

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 39 121 — Aprova, para ratificação, a Convenção para o estabelecimento da Organização Europeia para a Protecção das Plantas e anexos I, II e III, assinados em Paris em 18 de Abril de 1951.

Ministério da Economia:

Decreto-Lei n.º 39 122 — Concede o direito às respectivas ajudas de custo e outras despesas de deslocação aos veterinários municipais, quando deslocados da sua residência oficial por motivo de serviço determinado pela Direcção-Geral dos Serviços Pecuários.

MINISTÉRIO DA JUSTIÇA

Direcção-Geral dos Registos e do Notariado

Portaria n.º 14 287

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro da Justiça, que, nos termos do § único do artigo 82.º da Lei n.º 2 049, de 6 de Agosto de 1951, o quadro do pessoal auxiliar dos seguintes cartórios e secretarias notariais seja aumentado dos lugares que lhes vão respectivamente indicados:

- Secretaria notarial de Abrantes — 1 copista.
- 13.º cartório notarial de Lisboa — 1 copista.
- 14.º cartório notarial de Lisboa — 1 escrivão e 1 copista.
- Secretaria notarial de Setúbal — 1 copista.
- Cartório notarial de Vouzela — 1 copista.

Ministério da Justiça, 4 de Março de 1953. — O Ministro da Justiça, *Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira*.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 39 121

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção para o estabelecimento da Organização Europeia para a Protecção das Plantas e anexos I, II e III, assi-

nada em Paris em 18 de Abril de 1951, cujos textos, em francês e inglês e respectiva tradução, são os seguintes:

Convention pour l'établissement de l'organisation européenne pour la protection des plantes

Les États parties à la présente Convention, conscients de l'importance d'une coopération internationale en vue de prévenir l'introduction et la propagation des maladies des plantes et désirant continuer et étendre les travaux déjà entrepris dans ce domaine par le Comité International de Lutte contre le Doryphore et par le Groupe de Travail Européen sur l'Infestation des Denrées Stockées sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Organisation

Il est institué une Organisation Européenne pour la Protection des Plantes (ci-après nommée l'Organisation).

ARTICLE II

Définition

Aux termes de la présente Convention, le terme «plantes et produits végétaux» signifie «plantes et parties de plantes vivantes, matériaux non-manufacturés dérivés de plantes et produits alimentaires fabriqués avec des plantes et des parties de plantes».

ARTICLE III

Membres

a) Peuvent devenir membres de l'Organisation en adhérant à la présente Convention suivant les termes de l'article xx:

1. Les Gouvernements des pays indiqués au tableau III;

2. Le Gouvernement de tout autre pays que le Conseil de l'Organisation peut décider d'inviter à devenir membre.

b) Le Gouvernement de tout territoire au sujet duquel une déclaration a été formulée selon les termes de l'article XXI, peut être admis comme membre par le Conseil de l'Organisation, mais seulement sur proposition du pays membre qui formula la déclaration. Toute décision de ce genre sera prise à la majorité des deux tiers des votants. Les territoires ainsi admis devraient être de ceux qui, de l'avis du Conseil, seraient à même d'apporter une contribution définie et individuelle aux travaux de l'Organisation.

ARTICLE IV

Siège

a) Le siège de l'Organisation est fixé à Paris.

b) Les réunions de l'Organisation se tiendront en principe au lieu du siège.

ARTICLE V

Fonctions

- a) Les fonctions de l'Organisation seront de:
1. Conseiller les Etats membres sur les mesures techniques, administratives et législatives nécessaires pour prévenir l'introduction et la propagation des ennemis et des maladies des plantes et des produits végétaux;
 2. Aider si nécessaire les Etats membres dans l'application de ces mesures;
 3. Coordonner et encourager, si possible, des campagnes sur le plan international contre les ennemis et les maladies des plantes et des produits végétaux;
 4. Obtenir des renseignements des Etats membres quant à l'existence, l'apparition ou l'extension de parasites et maladies des plantes et produits de plantes, et de transmettre ces renseignements aux Etats membres;
 5. Assurer l'échange d'informations sur la législation nationale concernant la quarantaine des plantes et sur d'autres mesures affectant le libre mouvement des plantes et des produits végétaux;
 6. Etudier les possibilités de simplifier et promouvoir l'unification des règlements et des certificats en matière phyto-sanitaire;
 7. Faciliter la coopération dans les recherches pour toutes les questions concernant les ennemis et les maladies des plantes et des produits végétaux et pour les questions concernant la lutte et faciliter l'échange des renseignements scientifiques y relatifs;
 8. Mettre sur pied un système de documentation et publier sous la forme voulue les documents destinés à la propagande ou au progrès technique ou scientifique pouvant être déterminés par l'Organisation;
 9. Formuler des recommandations aux Etats membres sur toutes les questions visées au présent article;
 10. Prendre, d'une manière générale, toutes les mesures nécessaires et appropriées pour atteindre les buts de l'Organisation, tels qu'ils se trouvent définis dans le préambule à la présente Convention.
- b) Les fonctions de l'Organisation s'appliqueront particulièrement, mais non exclusivement, aux ennemis et maladies affectant les plantes et les produits végétaux, dans les échanges internationaux spécifiés à l'annexe II.

ARTICLE VI

Obligation des Etats membres

Les Etats membres fourniront à l'Organisation, dans toute la mesure de leur possible, les informations dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour exercer ses fonctions.

ARTICLE VII

Relations avec les autres Organisations

- a) L'Organisation collabore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, et le Conseil demandera à être reconnu comme Organisation régionale de Protection des Plantes, selon les termes de toute Convention Internationale générale sur la Protection des Plantes qui serait adoptée.
- b) L'Organisation peut également collaborer avec d'autres Organisations Internationales ayant une activité analogue et fera tout son possible pour éviter double emploi de travail.

ARTICLE VIII

Actif et passif

L'Organisation prend à son compte l'actif et le passif du Comité International de Lutte contre le Doryphore et du Groupe de Travail sur l'infestation des Denrées Stockées.

ARTICLE IX

Conseil

- a) Le Conseil de l'Organisation est composé des représentants des Etats membres.
- Chaque Etat membre a le droit de nommer un représentant au Conseil et un suppléant.
- Les représentants et suppléants désignés par les Etats membres peuvent être accompagnés d'observateurs et de conseillers.
- b) Chaque Etat membre dispose d'une voix au Conseil.

ARTICLE X

Sessions du Conseil

- a) Le Conseil se réunit en principe en session ordinaire une fois par an.
- b) Une réunion extraordinaire du Conseil doit être convoquée quand au moins un tiers des membres en a fait la demande au président.

ARTICLE XI

Règlements

Le Conseil établit son règlement intérieur et le règlement financier de l'Organisation.

ARTICLE XII

Observateurs

- a) Le Gouvernement d'un Etat qui n'est pas membre de l'Organisation peut, avec le consentement du Conseil ou du Comité Exécutif, se faire représenter à toute session du Conseil par un ou plusieurs observateurs. Ceux-ci n'ont pas le droit de vote.
- b) Toute Organisation Internationale ayant une activité analogue peut, avec le consentement du Conseil ou du Comité Exécutif, être représentée à toute réunion du Conseil par un ou plusieurs observateurs. Ces observateurs n'ont pas le droit de vote.

ARTICLE XIII

Attributions du Conseil

Le Conseil a les attributions suivantes:

- a) L'examen et l'approbation du rapport du directeur général sur les activités de l'Organisation depuis la dernière session ordinaire du Conseil;
- b) L'examen et l'approbation des comptes annuels et du projet de budget de l'Organisation;
- c) L'examen et l'approbation du programme d'action et le programme d'activité futur de l'Organisation préparé par le Comité Exécutif;
- d) La création des comités techniques qu'il jugera nécessaires.

ARTICLE XIV

Président et vice-président

- a) Le Conseil élit un président et un vice-président parmi les représentants des Etats membres;
- b) Le mandat du président et du vice-président est de trois ans. Il peut être renouvelé.

ARTICLE XV

Comité Exécutif

- a) Le Comité Exécutif est composé du président et du vice-président du Conseil et des représentants de cinq Etats membres élus par le Conseil.

b) Le mandat des membres du Comité Exécutif est fixé à trois ans. Les membres du Comité Exécutif sont rééligibles.

c) Dans le cas où une vacance se produirait au Comité Exécutif avant la date normale d'expiration du mandat, le Comité Exécutif demandera à un Etat membre de désigner un représentant pour combler la vacance pour la durée restant à courir.

d) Le président du Conseil assume la présidence du Comité Exécutif, qu'il convoque au moins une fois entre deux sessions ordinaires.

ARTICLE XVI

Attributions du Comité Exécutif

Les attributions du Comité Exécutif seront:

a) De proposer au Conseil des lignes de conduite et le programme des activités pour l'avenir;

b) De mettre en pratique les lignes de conduite qui auront été approuvées par le Conseil;

c) De soumettre au Conseil des budgets provisoires et les comptes annuels;

d) D'entreprendre toute autre tâche que la présente Convention peut lui assigner, d'adopter ses propres règles de procédure et de remplir toute autre fonction qui peut lui être assigné aux termes de la présente Convention.

ARTICLE XVII

Le directeur-général

a) Le Conseil nomme le directeur-général de l'Organisation et fixe le montant de sa rémunération.

b) Le directeur-général est chargé de l'exécution du programme approuvé par le Conseil, sous le contrôle du Comité Exécutif.

c) Le directeur-général est placé à la tête des services administratifs de l'Organisation qui fonctionnent sous sa responsabilité.

d) Le directeur-général présente à chaque session ordinaire du Conseil un rapport sur les activités de l'Organisation et la situation financière.

ARTICLE XVIII

Questions financières

a) Les frais de l'Organisation seront couverts par des versements annuels des Etats membres selon l'échelle spécifiée à l'annexe 1 ci-jointe, sauf cas exceptionnels approuvés par le Conseil.

b) Les Etats intéressés décideront à quelle catégorie de membres ils appartiendront, conformément à l'alinéa précédent.

c) Les contributions annuelles seront versées avant la fin du premier mois de chaque exercice financier de l'Organisation. Le début de l'exercice financier sera déterminé par le Comité Exécutif.

d) Le Comité Exécutif fixera la monnaie dans laquelle seront versées les contributions des Etats membres, sous réserve du consentement des Etats intéressés.

e) Une contribution supplémentaire peut être payée par un Etat ou par un groupe d'Etats pour des projets spéciaux de lutte ou les campagnes que peut proposer le Comité Exécutif dans l'intérêt de cet Etat ou groupe d'Etats.

f) Le Comité Exécutif nommera des experts-comptables, qui examineront annuellement la comptabilité et présenteront un rapport au Comité Exécutif, qui sera soumis au Conseil.

ARTICLE XIX

Amendements

a) Les textes des propositions d'amendement à la présente Convention et à l'annexe 1 seront communi-

qués par le directeur-général aux Etats membres trois mois au moins avant leur prise en considération par le Conseil. Les amendements entreront en vigueur après adoption par une majorité des deux tiers des membres du Conseil présents et votant, à condition que les amendements impliquant des obligations nouvelles pour les membres n'entrent en vigueur pour chaque membre qu'après acceptation.

b) Les amendements à l'annexe II ci-jointe peuvent être approuvés par le Conseil à la majorité simples des votes émis.

c) Le Gouvernement Français doit recevoir notification des acceptations d'amendements et informera tous les Etats membres de la réception d'acceptations et de l'entrée en vigueur des amendements.

ARTICLE XX

Signature et acceptation

a) La présente Convention restera ouverte à la signature ou à l'adhésion et les Etats qui, aux termes de l'article III, ont le droit de devenir membres de l'Organisation peuvent adhérer à la Convention par:

1. La signature;

2. La signature sous réserve de ratification; ou

3. L'adhésion.

b) L'adhésion prendra effet par le dépôt d'un instrument auprès du Gouvernement Français.

c) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Gouvernements de la date à laquelle chaque Gouvernement signera la Convention ou y adhérera.

ARTICLE XXI

Extension territoriale du champ d'application

a) Tout Gouvernement, au moment de la signature ou de l'acceptation de la présente Convention, ou à une date ultérieure, peut déclarer que sa participation à la Convention comprend l'ensemble ou une partie des territoires dont les relations extérieures sont placées sous sa responsabilité. Cette déclaration sera notifiée au Gouvernement Français.

b) Toute déclaration faite par un Gouvernement en vertu du paragraphe a) de cet article, après son adhésion à la Convention, entrera en vigueur le trentième jour suivant réception de la déclaration par le Gouvernement Français.

c) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Gouvernements adhérant à la Convention des déclarations faites en vertu des paragraphes a) et b) du présent article.

ARTICLE XXII

Retrait

a) Tout Etat membre peut en tous temps et après deux années de participation dénoncer la présente Convention par une notification de retrait adressée au Gouvernement Français. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de cette notification.

b) Le non-paiement de deux contributions annuelles consécutives implique d'office le retrait de la Convention pour l'Etat qui aurait ainsi manqué à ses engagements.

c) L'application de la Convention à un territoire ou des territoires en vertu de l'article XXI peut être résiliée par notification adressée au Gouvernement Français par l'Etat membre responsable des relations internationales d'un tel territoire ou de tels territoires. La notification prendra effet un an après la date de sa réception.

d) Le Gouvernement Français avisera immédiatement tous les Etats contractants des notifications données en vertu des paragraphes a) et b) de cet article.

ARTICLE XXIII

Entrée en vigueur

a) La présente Convention entrera en vigueur à la date à laquelle cinq Gouvernements seront parties à la Convention conformément aux termes de l'article xx.

b) Le Gouvernement Français informera immédiatement de la date d'entrée en vigueur tous les Gouvernements qui ont signé la Convention ou y ont adhéré.

Annexe I

Barème des contributions annuelles approuvé par le Conseil (voir article XVIII):

	Livres sterling
Première catégorie	500
Deuxième	1 000
Troisième	1 500
Quatrième	2 000

Annexe II

Ennemis et maladies qui retiendront l'attention avec la date d'approbation par l'Organisation (voir article v):

1. Doryphore (*Leptinotarsa decemlineata*), 1951;
2. Nématode doré de la pomme de terre (*Heterodera rostochiensis*), 1951;
3. Pou de San José (*Aspidiotus perniciosus*), 1951;
4. Maladie verruqueuse de la pomme de terre (*Synchytrium endobioticum*), 1951;
5. Parasites animaux et végétaux des denrées stockées et rongeurs nuisibles aux cultures précédemment à la charge du Groupe Européen de Travail sur l'Infestation des Denrées Stockées, 1951.

Annexe III

Les pays qui ont été invités par le Gouvernement Français à adhérer à la Convention:

- Albanie.
- Autriche.
- Belgique.
- Biélorussie.
- Bulgarie.
- Danemark.
- Egypte.
- Espagne.
- Finlande.
- France (également pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc).
- Grèce.
- Hongrie.
- Irlande.
- Islande.
- Israël.
- Italie.
- Liban.
- Lichtenstein.
- Luxembourg.
- Monaco.
- Norvège.
- Pays-Bas.
- Pologne.
- Portugal.

- République Fédérale d'Allemagne.
- Roumanie.
- Royaume-Uni.
- San Marino.
- Suède.
- Suisse.
- Syrie.
- Tchécoslovaquie.
- Turquie.
- Ukraine.
- U. R. S. S.
- Yougoslavie.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements, ont signé la présente Convention et ses Annexes.

Fait à Paris, le 18 avril 1951, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement Français.

- Pour le Danemark:
Halvor Skov.
P. Bovien.
- Pour la Belgique:
Guillaume.
H. van Orshoven.
- Pour l'Espagne:
Miguel Benlloch.
- Pour la France:
R. Protin.
- Pour l'Irlande:
D. Delaney.
- Pour l'Italie:
A. Melis.
- Pour le Luxembourg:
E. Wirion.
- Pour les Pays-Bas:
C. J. Briejer.
- Pour le Portugal:
Francisco Aranha.
- Pour la République Fédérale d'Allemagne:
H. Drees.
- Pour le Royaume-Uni:
J. Hensley.
- Pour la Suisse:
A. Chaponnier.
- Pour la R. P. F. de Yougoslavie:
G. Nonweiller.
- Pour l'Autriche:
F. Beran.
- Pour la Grèce:
D. Koulopoulos.

Convention for the establishment of the European plant protection organisation

The Governments parties to the present Convention, being conscious of the importance of international co-operation in the prevention of the introduction and spread of pests and diseases of plants and plant products, and desiring to continue and extend the work formerly done in this field by the International Committee for the Control of the Colorado Beetle and by the European Working Party on Infestation Control, have agreed as follows:

ARTICLE I

Organisation

There shall be established a European Plant Protection Organisation (hereinafter referred to as the Organisation).

ARTICLE II

Definition

For the purpose of the present Convention the term «plants and plant products» means «living plants and parts of plants, unmanufactured materials of plant origin, and food products milled from plants and parts of plants».

ARTICLE III

Membership

a) Membership of the Organisation is open to the following by adherence to the present Convention according to the provisions of article xx:

1. The Governments of the countries in schedule III;
2. The Government of any other country which the Council of the Organisation may decide do invite to become a member.

b) The Government of any territory about which a declaration has been made under the terms of article XXI may be admitted to membership by the Council of the Organisation but only on the proposal of the Member who made the declaration. Any such decision shall require a two-thirds majority of the votes cast. Territories so admitted shall be such as can in the opinion of the Council make a definite and individual contribution to the work of the Organisation.

ARTICLE IV

Seat

- a) The seat of the Organisation shall be in Paris.
- b) Meetings of the Organisation shall normally take place at its seat.

ARTICLE V

Functions

- a) The functions of the Organisation shall be to:
 1. Advise Member Governments on the technical, administrative and legislative measures necessary to prevent the introduction and spread of pests and diseases of plants and plant products;
 2. Assist Member Governments where necessary in carrying out such measures;
 3. Where practicable, co-ordinate and stimulate international campaigns against pests and diseases of plants and plant products;
 4. Obtain information from Member Governments on the existence, outbreak and spread of pests and diseases of plants and plant products, and convey such information to Member Governments;

5. Provide for the exchange of information on national plant quarantine legislation, or other measures affecting the free movement of plants and plant products;

6. Study the possibility of simplification and promote the unification of regulations and certification procedure in plant quarantine matters;

7. Facilitate co-operation in research into all matters concerning the pests and diseases of plants and plant products and the methods of control and for the exchange of relevant scientific information;

8. Establish archives for documents and publish in an appropriate form material for publicity purposes or for technical or scientific advancement as may be determined by the Organisation;

9. Make recommendations to Member Governments on any of the matters referred to in this article;

10. Generally take all necessary and appropriate action to achieve the purposes of the Organisation as set forth in the Preamble to this Convention.

b) The functions of the Organisation shall be concentrated particularly on, but not necessarily confined to, the pests and diseases affecting plants and plant products in international traffic which are specified in schedule II.

ARTICLE VI

Obligations of Member Governments

Member Governments shall furnish to the Organisation so far as is practicable such information as the Organisation may reasonably require in order to carry out its functions.

ARTICLE VII

Relationship with other Organisations

a) The Organisation co-operates with the Food and Agriculture Organisation of the United Nations and the Council shall seek recognition as a Regional Plant Protection Organisation for the purposes of any general International Convention on Plant Protection which may be adopted.

b) The Organisation may also co-operate with other Organisations with related responsibilities and will use its best endeavours to prevent overlapping of activities.

ARTICLE VIII

Assets and Liabilities

The Organisation takes over the assets and liabilities of the International Committee for Colorado Beetle Control and the European Working Party on Infestation Control.

ARTICLE IX

The Council

a) The Council of the Organisation shall consist of representatives of Member Governments.

Each Member Government shall be entitled to appoint one representative to the Council and one alternate.

Representatives and alternates appointed by Member Governments may be accompanied by associates and advisers.

b) Each Member Government shall have one vote in the Council.

ARTICLE X

Sessions of the Council

a) The Council ordinarily meets in regular session once in each year.

b) Extraordinary sessions of the Council shall be called at any time when the chairman is so requested in writing by at least one-third of the Member Governments.

ARTICLE XI

Rules

The Council establishes its rules of procedure and the financial rules of the Organisation.

ARTICLE XII

Observers

a) The Government of any country which is not a member of the Organisation may, with the consent of the Council or of the Executive Committee, be represented at any session of the Council by an observer or observers without the right to vote.

b) Any other International Organisation having related responsibilities may, with the consent of the Council or of the Executive Committee, be represented at any session of the Council by an observer or observers without the right to vote.

ARTICLE XIII

Functions of the Council

The Council has the following function:

a) Consideration and approval of the report of the director-general on activities since the last regular session of the Council.

b) Consideration and approval of the annual accounts and of the draft budget of the Organisation.

c) Consideration and approval of the programme of future activities of the Organisation prepared by the Executive Committee.

d) Appointment of such Technical Committees as it considers necessary.

ARTICLE XIV

The chairman and vice-chairman

a) The Council elects a chairman and a vice-chairman from amongst representatives of Member Governments.

b) The chairman and vice-chairman are elected for three years and are eligible for re-election.

ARTICLE XV

The Executive Committee

a) The Executive Committee is composed of the chairman and vice-chairman and of five representatives of Member Governments elected by the Council.

b) Members of the Executive Committee hold office for three years and are eligible for re-election.

c) If a vacancy occurs in the Executive Committee before the expiration of the term of appointment, the Executive Committee shall ask a Member Government to appoint a representative to fill the vacancy for the remainder of the term.

d) The chairman of the Council is also the chairman of the Executive Committee, which will meet at least once between any two regular sessions of the Council.

ARTICLE XVI

Functions of the Executive Committee

The functions of the Executive Committee are to:

a) Propose policies and the programme of future activities to the Council;

b) Implement the policies as approved by the Council;

c) Submit draft budgets and annual accounts to the Council;

d) Undertake such other tasks as the Council may delegate to it, adopt its own rules of procedure, and perform such other functions as may be conferred on it by the present Convention.

ARTICLE XVII

The director-general

a) The Council appoints the director-general of the Organisation and determines his remuneration.

b) The director-general is responsible for carrying out the programme approved by the Council, under the supervision of the Executive Committee.

c) The director-general is the administrative head of the Organisation which functions under his responsibility.

d) The director-general reports to each regular session of the Council on the activities of the Organisation and the financial position.

ARTICLE XVIII

Finance

a) The expenses of the Organisation shall be met by annual payments from Member Governments according to the scale specified in schedule I attached hereto except in exceptional cases approved by the Council.

b) The category of membership under the foregoing clause shall be by decision of the Government concerned.

c) Annual contributions shall be paid before the end of the first month of each financial year of the Organisation. The commencement of the financial year shall be determined by the Executive Committee.

d) The contributions of Member Government shall be paid in currencies to be determined by the Executive Committee with the approval of the contributing Governments concerned.

e) A supplementary contribution can be paid by an individual Government or group of Governments towards special schemes or campaigns of control, which the Executive Committee may propose in the interest of that Government or group of Governments.

f) The Executive Committee shall appoint a firm of chartered accountants to examine the accounts yearly and to present a report to the Executive Committee for submission to the Council.

ARTICLE XIX

Amendments

a) Texts of proposed amendments to the present Convention and to schedule I thereof shall be communicated by the director-general to Member Governments at least three months in advance of their consideration by the Council. Amendments shall come into effect when adopted by a two-thirds majority of the Members of the Council present and voting, provided, however, that amendments involving new obligations for Members shall come into force in respect of each Member only on acceptance by it.

b) Amendments to schedule II may be made by a simple majority of votes cast in the Council.

c) Acceptance of amendments shall be deposited with the French Government who shall inform all Member Governments of the receipt of acceptances and the entry into force of amendments.

ARTICLE XX

Signature and acceptance

- a) The present Convention shall remain open for signature or acceptance and Governments, to which membership of the Organisation is open by virtue of the provisions of article III, may become parties to the Convention by:
- 1. Signature;
 - 2. Signature subject to ratification; or
 - 3. Acceptance.
- b) Acceptance shall be effected by the deposit of an instrument with the French Government.
- c) The French Government shall immediately inform all Governments of the date on which each signs or accepts the Convention.

ARTICLE XXI

Territorial application

- a) Any Government may at the time of becoming a party to the present Convention, or at any time thereafter, declare that its participation in the Convention includes all or any of the territories for whose international relations it is responsible. Such declaration shall be deposited with the French Government.
- b) Any declaration made by a Government under paragraph a) of this article after it has become a party to the Convention shall take effect on the thirtieth day following its receipt by the French Government.
- c) The French Government shall immediately inform all Governments parties to the Convention of declarations made under paragraphs a) and b) of this article.

ARTICLE XXII

Withdrawal

- a) Any Member Government may withdraw from the present Convention at any time after the expiration of two years from the date on which the Convention entered into force with respect to that Government by giving written notice of withdrawal to the French Government. The withdrawal shall take effect a year from the date of receipt of the notification of withdrawal.
- b) The non-payment of two consecutive annual contributions will be regarded as implying the official withdrawal from the Convention of the defaulting Member Government.
- c) The application of the Convention to a territory or territories under article XXI may be terminated by written notification to the French Government by the participating Government responsible for the international relations of such territory or territories. The notification shall take effect a year from the date of its receipt.
- d) The French Government shall immediately inform all participating Governments of notifications given under paragraphs a) and b) of this article.

ARTICLE XXIII

Entry into force

- a) The present Convention shall enter into force on the date on which five Governments have become parties thereto in accordance with the provisions of article XX.
- b) The French Government shall immediately inform all Governments which have signed or accepted the Convention of the date of entry into force of the Convention.

Schedule I

Scale of contributions approved by the Council (see article XVIII):

	Pounds sterling
Category I	500
Category II	1 000
Category III	1 500
Category IV	2 000

Schedule II

Lists of pests and diseases to be covered by the Organisation, with the date of their approval by the Organisation (see article V):

- 1. Colorado Beetle (*Leptinotarsa decemlineata*), 1951;
- 2. Potato Root Eelworm (*Heterodera rostochiensis*), 1951;
- 3. San José Scale (*Aspidiotus perniciosus*), 1951;
- 4. Potato Wart Disease (*Synchytrium endobioticum*), 1951;
- 5. Insect, fungus and rodent pests of stored foods, and rodent pests of crops, hitherto the concern of the European Working Party on Infestation Control.

Schedule III

Countries which have been invited by the French Government to adhere to the Convention:

- Albania.
- Austria.
- Belgium.
- Bielo-Russia.
- Bulgaria.
- Czechoslovakia.
- Denmark.
- Egypt.
- Finland.
- France (also for Algeria, Tunis and Morocco).
- German Federal Republic.
- Greece.
- Hungary.
- Iceland.
- Ireland.
- Israel.
- Italy.
- Lebanon.
- Liechtenstein.
- Luxembourg.
- Monaco.
- Netherlands.
- Norway.
- Poland.
- Portugal.
- Rumania.
- San Marino.
- Spain.
- Sweden.
- Switzerland.
- Syria.
- Turkey.
- Ukraine.
- United Kingdom.
- U. S. R. R.
- Yugoslavia.

In faith whereof the undersigned, duly authorised by their Governments, have signed the present Convention and the schedules thereto.

Done in Paris this 18th day of April 1951 in a single copy, which will remain deposited in the archives of the French Government.

For Denmark:

*Halvor Skov.
P. Bovien.*

For Belgium:

*Guillaume.
H. van Orshoven.*

For Spain:

Miguel Benlloch.

For France:

R. Protin.

For Ireland:

D. Delaney.

For Italy:

A. Melis.

For Luxembourg:

E. Wirion.

For the Netherlands:

C. J. Briejer.

For Portugal:

Francisco Aranha.

For the German Federal Republic:

H. Drees.

For the United Kingdom:

J. Hensley.

For Switzerland:

A. Chaponnier.

For Yugoslavia:

G. Nonweiler.

For Austria:

F. Beran.

For Greece:

D. Koulopoulos.

Convenção para o estabelecimento da organização europeia para a protecção das plantas

Os Governos que tomam parte na presente Convenção, conscientes da importância de uma cooperação internacional com o fim de obstar à introdução e propagação das doenças e inimigos das plantas e dos produtos vegetais, e no desejo de prosseguir e alargar o trabalho previamente levado a cabo neste sentido pela Comissão

Internacional de Combate ao Escaravelho da Batateira e pelo Grupo Europeu de Trabalho sobre a Infestação dos Produtos Armazenados, acordaram no seguinte:

ARTIGO I

Organização

É instituída uma Organização Europeia para a Protecção das Plantas (que, para efeitos da presente Convenção, se chama simplesmente Organização).

ARTIGO II

Definição

Para efeitos da presente Convenção a expressão «plantas e produtos vegetais» aplica-se a «plantas e partes de plantas vivas, materiais não manufacturados de origem vegetal e produtos alimentares fabricados com plantas e partes de plantas».

ARTIGO III

Membros da Organização

a) Podem tornar-se membros da Organização, mediante a sua adesão à presente Convenção, segundo as disposições do artigo xx:

1. Os Governos dos países constantes do anexo III;
2. O Governo de qualquer outra nação que o Conselho da Organização venha a convidar.

b) O Governo de qualquer território sobre o qual tenha sido feita uma declaração, nos termos do artigo xxi, pode ser admitido como membro da Organização pelo Conselho da mesma, mas só sob proposta do membro que tiver apresentado a referida declaração. Qualquer decisão desta natureza será submetida à votação, tendo de obter uma maioria correspondente a dois terços de todos os votos. Os territórios assim admitidos deverão prestar, na opinião do Conselho, uma contribuição individual e positiva para o trabalho da Organização.

ARTIGO IV

Sede

- a) A sede da Organização será em Paris.
- b) As reuniões da Organização terão ordinariamente lugar na sede.

ARTIGO V

Funções

- a) As funções da Organização serão:
 1. Aconselhar os Estados membros sobre as medidas técnicas, administrativas e legislativas necessárias para impedir a introdução e a propagação dos inimigos e doenças das plantas e produtos vegetais;
 2. Ajudar, quando necessário, os Estados membros na execução dessas medidas;
 3. Coordenar e estimular, quando praticáveis, campanhas internacionais contra os inimigos e doenças das plantas e produtos vegetais;
 4. Obter dos Estados membros informações sobre a existência, o aparecimento e a extensão de focos dos inimigos e doenças das plantas e produtos vegetais e transmitir essas informações aos Estados membros da Organização;
 5. Assegurar o intercâmbio de informações relativas à legislação nacional sobre a inspecção fitopatológica das plantas, ou outras medidas que afectem a livre circulação das plantas e produtos vegetais;
 6. Estudar as possibilidades de simplificação e promover a unificação de regulamentos e de certificados que respeitem a assuntos fitossanitários;

7. Facilitar a cooperação nas investigações de todos os assuntos referentes aos inimigos e doenças das plantas e produtos vegetais e aos métodos de combatê-los e a troca de informações científicas que lhes digam respeito;

8. Estabelecer arquivos para a documentação e publicar, sob forma apropriada, os documentos destinados à propaganda ou ao progresso técnico ou científico, conforme seja determinado pela Organização;

9. Formular recomendações aos Estados membros sobre qualquer dos assuntos versados neste artigo;

10. Tomar, de um modo geral, todas as medidas necessárias e apropriadas para atingir os fins da Organização, tais como foram definidos no preâmbulo desta Convenção.

b) As funções da Organização aplicar-se-ão particularmente, embora não exclusivamente, aos inimigos e doenças que afectem as plantas e produtos vegetais no tráfego internacional, conforme o especificado no anexo II.

ARTIGO VI

Obrigações dos Estados membros

Os Estados membros deverão fornecer à Organização, tanto quanto possível, todas as informações de que a Organização possa razoavelmente necessitar para exercer as suas funções.

ARTIGO VII

Relações com outras organizações

a) A Organização colabora com a Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura e o Conselho pedirá o seu reconhecimento como Organização Regional para a Protecção das Plantas, para os efeitos de qualquer convenção internacional geral sobre protecção às plantas que possa ser adoptada.

b) A Organização pode também cooperar com outras Organizações com responsabilidades afins e empenhará os seus melhores esforços em evitar duplicação nas actividades respectivas.

ARTIGO VIII

Activo e passivo

A Organização toma a seu cargo o activo e o passivo da Comissão Internacional de Combate ao Escaravelho da Batateira e do Grupo Europeu de Trabalho sobre a Infestação dos Produtos Armazenados.

ARTIGO IX

O Conselho

a) O Conselho da Organização consistirá de representantes dos Estados membros.

Cada Estado membro terá o direito de nomear um representante no Conselho e um suplente.

Os representantes e suplentes nomeados pelos Estados membros poderão ser acompanhados por observadores e conselheiros.

b) Cada Estado membro disporá de um voto no Conselho.

ARTIGO X

Sessões do Conselho

a) O Conselho reúne, em princípio, uma vez por ano em sessão ordinária.

b) Serão convocadas reuniões extraordinárias sempre que o presidente tenha recebido pedido escrito nesse sentido, assinado por um terço, pelo menos, de todos os Estados membros.

ARTIGO XI

Regulamentos

O Conselho estabelecerá o seu regulamento interno e o regulamento financeiro da Organização.

ARTIGO XII

Observadores

a) O Governo de qualquer Estado que não seja membro da Organização poderá, com o consentimento do Conselho ou da Comissão Executiva, estar representado em qualquer sessão do Conselho por um observador ou observadores, sem direito de voto.

b) Qualquer outra organização internacional de responsabilidades análogas poderá, com o consentimento do Conselho ou da Comissão Executiva, estar representada em qualquer sessão do Conselho por um observador ou observadores, sem direito de voto.

ARTIGO XIII

Funções do Conselho

O Conselho tem as seguintes funções:

a) O exame e aprovação do relatório do director-geral relativo às actividades da Organização, desde a última sessão ordinária do Conselho;

b) O exame e a aprovação das contas anuais e do projecto de orçamento da Organização;

c) O exame e a aprovação do programa de futuras actividades da Organização preparado pela Comissão Executiva;

d) A nomeação das comissões técnicas que forem julgadas necessárias.

ARTIGO XIV

Presidente e vice-presidente

a) O Conselho elege um presidente e um vice-presidente de entre os representantes dos Estados membros.

b) O presidente e o vice-presidente são eleitos por três anos, podendo ser reeleitos.

ARTIGO XV

Comissão Executiva

a) A Comissão Executiva é composta pelo presidente e pelo vice-presidente e por cinco representantes dos Estados membros, eleitos pelo Conselho.

b) Os membros da Comissão Executiva cumprem um mandato de três anos, podendo ser reeleitos.

c) No caso de ocorrer uma vaga na Comissão Executiva, esta pedirá a um Estado membro que nomeie um representante para preencher a vaga, até findar o respectivo mandato.

d) O presidente do Conselho é também presidente da Comissão Executiva. Esta deverá reunir, pelo menos, uma vez no intervalo das sessões ordinárias do Conselho.

ARTIGO XVI

Funções da Comissão Executiva

As funções da Comissão Executiva serão:

a) Propor ao Conselho normas de conduta e programa das actividades futuras;

b) Pôr em prática as normas de conduta aprovadas pelo Conselho;

c) Submeter ao Conselho projectos orçamentais e contas anuais;

d) Empreender quaisquer outras tarefas que o Conselho nela delegue, adoptar os seus regulamentos próprios e levar a cabo todo outro encargo que lhe seja atribuído pela presente Convenção.

ARTIGO XVII

Director-geral

a) Cabe ao Conselho nomear o director-geral da Organização e fixar a sua remuneração.

b) O director-geral é responsável pela execução do programa aprovado pelo Conselho, sob a fiscalização da Comissão Executiva.

c) O director-geral é o chefe dos serviços administrativos da Organização, os quais funcionarão debaixo da sua responsabilidade.

d) O director-geral apresentará, em cada sessão ordinária do Conselho, um relatório sobre as actividades da Organização e a sua situação financeira.

ARTIGO XVIII

Questões financeiras

a) As despesas da Organização serão cobertas por meio de contribuições anuais por parte dos Estados membros, de acordo com a escala especificada no anexo I junto, salvo em casos excepcionais, aprovados pelo Conselho.

b) Compete aos Estados membros decidir a que categoria desejam pertencer, em conformidade com a alínea anterior.

c) As contribuições anuais deverão ser pagas antes do fim do primeiro mês de cada ano económico da Organização. O início do ano económico será determinado pela Comissão Executiva.

d) As contribuições dos Estados membros serão pagas em moeda, a fixar pela Comissão Executiva, com a aprovação dos Governos contribuintes interessados.

e) Poderá ser paga uma contribuição suplementar, por um Governo individual ou por um grupo de Governos, para projectos especiais ou campanhas de combate que a Comissão Executiva porventura proponha, no interesse desse Governo ou grupo de Governos.

f) A Comissão Executiva deverá nomear peritos contabilistas, que examinarão as contas anualmente e apresentarão relatório à Comissão Executiva, para ser submetido ao Conselho.

ARTIGO XIX

Emendas

a) Os textos das propostas de emendas à presente Convenção e ao anexo I da mesma serão comunicados aos Estados membros pelo director-geral, três meses, pelo menos, antes de serem tomados em consideração pelo Conselho. As emendas entrarão em vigor quando sejam adoptadas por uma maioria equivalente a dois terços dos membros do Conselho presentes e votantes, ressalvando-se, todavia, que as emendas impondo novas obrigações aos membros não entram em vigor para cada membro senão depois da aceitação.

b) As emendas ao anexo II poderão ser efectuadas por simples maioria de votação no Conselho.

c) O Governo Francês deverá ser informado das aceitação de emendas e, por sua vez, informará todos os Estados membros da recepção das referidas aceitação e da entrada em vigor das emendas.

ARTIGO XX

Assinatura e aceitação

a) A presente Convenção ficará aberta para assinatura ou aceitação, e os Governos que possuem o direito de pertencer à Organização, nos termos do artigo III, poderão aderir à Convenção por meio de:

1. Assinatura;
2. Assinatura sujeita a ratificação;
3. Aceitação.

b) A aceitação efectuar-se-á por meio do depósito de um instrumento junto do Governo Francês.

c) O Governo Francês informará imediatamente todos os Governos da data em que cada um assinar ou aderir, por aceitação, à Convenção.

ARTIGO XXI

Extensão territorial do campo de aplicação

a) Qualquer Governo poderá, à data da sua adesão à Convenção, ou em qualquer altura, subsequentemente, declarar que a sua participação na Convenção abrange todos ou quaisquer territórios cujas relações internacionais estejam sob sua responsabilidade. Esta declaração deverá ser entregue ao Governo Francês.

b) Qualquer declaração por parte de um Governo, nos termos da alínea a) do presente artigo, após a sua entrada para a Convenção, terá efeito a partir do trigésimo dia, a contar da sua entrega ao Governo Francês.

c) O Governo Francês informará imediatamente todos os Estados membros da Convenção das declarações feitas, nos termos das alíneas a) e b) deste artigo.

ARTIGO XXII

Abandono da Convenção

a) Qualquer Estado membro pode abandonar a presente Convenção, em qualquer altura, passados dois anos após a entrada em vigor da Convenção com respeito a esse mesmo Estado, desde que para tanto notifique por escrito o Governo Francês. O abandono da Convenção terá efeito um ano depois da entrega da respectiva notificação.

b) A falta de pagamento de duas contribuições anuais sucessivas acarretará o abandono da Convenção pelo Estado membro que assim tiver faltado aos seus compromissos.

c) A aplicação da Convenção a determinado território ou territórios considerados no artigo XXI pode ser suspensa mediante notificação feita por escrito ao Governo Francês pelo Estado membro responsável pelas relações internacionais do referido território ou territórios. A notificação entrará em vigor um ano após a data da sua recepção.

d) O Governo Francês informará imediatamente todos os Estados membros das notificações que receber nos termos das alíneas a) e b) deste artigo.

ARTIGO XXIII

Entrada em vigor

a) A presente Convenção entrará em vigor na data em que cinco Governos a ela estejam associados nos termos do artigo XX.

b) O Governo Francês informará imediatamente todos os Governos que tenham assinado ou aceite a Convenção da data da sua entrada em vigor.

Anexo I

Escala das contribuições anuais aprovadas pelo Conselho (cfr. artigo XVIII):

	Libras esterlinas
1. ^a categoria	500
2. ^a categoria	1 000
3. ^a categoria	1 500
4. ^a categoria	2 000

Anexo II

Lista dos inimigos e doenças abrangidos pela Organização, com a data da respectiva aprovação pela Organização (cfr. artigo V):

1. Escaravelho da batateira (*Leptinotarsa decemlineata*), 1951;
2. Anguilha da raiz da batateira (*Heterodera rostochiensis*), 1951;
3. Cochonilha de S. José (*Aspidiotus perniciosus*), 1951;
4. Verruga negra da batata (*Synchytrium endobioticum*), 1951;
5. Parasitas animais e vegetais dos produtos alimentícios armazenados, e bem assim os roedores nocivos às culturas, que anteriormente eram abrangidos pelas actividades do Grupo Europeu de Trabalho sobre a Infestação dos Produtos Armazenados.

Anexo III

Países que foram convidados pelo Governo Francês a aderir à Convenção:

Albânia.
 Áustria.
 Bélgica.
 Bielorrússia.
 Bulgária.
 Checoslováquia.
 Dinamarca.
 Egipto.
 Espanha.
 Finlândia.
 França (também pela Argélia, Tunísia e Marrocos).
 Grécia.
 Hungria.
 Irlanda.
 Islândia.
 Israel.
 Itália.
 Jugoslávia.
 Líbano.
 Listenstaina.
 Luxemburgo.
 Mónaco.
 Noruega.
 Países Baixos.
 Polónia.
 Portugal.
 Reino Unido.
 República Federal Alemã.
 Roménia.
 São Marino.
 Síria.
 Suécia.
 Suíça.
 Turquia.
 Ucrânia.
 U. R. S. S.

Em vista do que os abaixo assinados, devidamente autorizados pelos seus respectivos Governos, assinaram a presente Convenção e os seus anexos.

Dada em Paris, aos 18 dias do mês de Abril de 1951, em exemplar único, que ficará depositado nos arquivos do Governo Francês:

Pela Dinamarca:

Halvor Skov.
P. Bovien.

Pela Bélgica:

Guillaume.
H. Van Orshoven.

Pela Espanha:

Miguel Benlloch.

Pela França:

R. Protin.

Pela Irlanda:

D. Delaney.

Pela Itália:

A. Melis.

Pelo Luxemburgo:

E. Wirion.

Pelos Países Baixos:

C. J. Briejer.

Por Portugal:

Francisco Aranha.

Pela República Federal Alemã:

H. Drees.

Pelo Reino Unido:

J. Hensley.

Pela Suíça:

A. Chaponnier.

Pela Jugoslávia:

G. Nonweiller.

Pela Áustria:

F. Beran.

Pela Grécia:

D. Koulopoulos.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 4 de Março de 1953. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — António de Oliveira Salazar — João Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira — Artur Aguedo de Oliveira — Adolfo do Amaral Abranches Pinto — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich — Manuel Maria Sarmiento Rodrigues — Fernando Andrade Pires de Lima — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — José Soares da Fonseca.

Para ser presente à Assembleia Nacional.

MINISTÉRIO DA ECONOMIA
Direcção-Geral dos Serviços Pecuários

Decreto-Lei n.º 39 122

Nos termos dos Decretos n.ºs 16 131, 26 114 e 27 207, respectivamente de 12 de Novembro de 1928, 23 de Novembro de 1935 e 16 de Novembro de 1936, pode a Direcção-Geral dos Serviços Pecuários utilizar os serviços dos veterinários municipais.

Sucede porém que, apesar da vantagem e evidente economia que para os serviços resultaria da cooperação daqueles técnicos, nem sempre a eles se tem podido recorrer, em virtude da impossibilidade legal de se lhes conceder os indispensáveis abonos de ajudas de custo, quando se torna necessário deslocá-los.

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. Os veterinários municipais, quando deslocados da sua residência oficial por motivo de serviço determinado pela Direcção-Geral dos Serviços Pecuários, têm direito às respectivas ajudas de custo e outras

despesas de deslocação, as quais serão liquidadas através das dotações da classe de «Pagamento de serviços e diversos encargos».

§ 1.º Para efeitos de cálculo de ajudas de custo consideram-se os citados técnicos incluídos no grupo L a que se refere o artigo 12.º do Decreto-Lei n.º 26 115, de 23 de Novembro de 1935.

§ 2.º O preceituado neste artigo aplica-se aos casos pendentes.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 4 de Março de 1953. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *João Pinto da Costa Leite* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *Manuel Gonçalves Cavaleiro de Ferreira* — *Artur Aguedo de Oliveira* — *Adolfo do Amaral Abranches Pinto* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *José Frederico do Casal Ribeiro Ulrich* — *Manuel Maria Sarmento Rodrigues* — *Fernando Andrade Pires de Lima* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *José Soares da Fonseca*.

Para ser presente à Assembleia Nacional.